

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires*

Art. 12. Les agents des voies navigables, les gardes des voies navigables et les mécaniciens des ascenseurs hydrauliques qui, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, bénéficient de la gratuité du logement, conservent ce bénéfice dans leur affectation respective actuelle. Les dispositions des articles 5 à 8 et 11 leur sont applicables. Toutefois, le Ministre des Travaux publics peut imposer aux agents précités des voies navigables les charges spéciales visées à l'article 5 pour un ou plusieurs ouvrages d'art situés aux environs de leur logement.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 13. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 26 avril 1968 relatif en ce qui concerne l'Administration des Voies hydrauliques, Service du Borinage, à l'octroi de la gratuité du logement;

2° l'arrêté royal du 10 mai 1971 déterminant, en ce qui concerne l'Administration des Voies hydrauliques, Services extérieurs, les emplois et les lieux de travail auxquels est attachée la gratuité du logement, modifié par les arrêtés royaux des 5 septembre 1973, 17 décembre 1975, 17 mars 1977, 1er décembre 1977, 19 octobre 1979, 27 février 1980 et 18 juin 1981.

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

Art. 15. Notre Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 6 mai 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Travaux publics,

L. OLIVIER

Le Ministre du Budget,

Ph. MAYSTADT

F. 85 — 1197

6 JUIN 1985. — Arrêté ministériel portant réglementation du gardiennage de certains ouvrages d'art relevant des services extérieurs de l'Administration des Voies hydrauliques

Le Ministre des Travaux publics,

Vu l'arrêté royal du 26 mars 1965 portant réglementation générale des indemnités et allocations quelconques accordées au personnel des ministères, notamment les articles 4, 5 et 7;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du 6 mai 1985 déterminant, en ce qui concerne l'Administration des Voies hydrauliques, Services extérieurs, du Ministère des Travaux publics, les emplois et les lieux de travail auxquels est attaché le bénéfice de la gratuité du logement;

Vu l'avis du Comité de Consultation syndicale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 mars 1985;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 1er mars 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 12. De agenten der waterwegen, de wachters der waterwegen, en de mecaniciens der hefwerken die op de dag van de inwerking-treding van dit besluit vrij genot van woning hebben, behouden dit genot in hun respectieve huidige plaats van tewerkstelling. De artikelen 5 tot 8 en 11 zijn op hen toepasselijk. De Minister van Openbare Werken of zijn gemachtigde kan voormelde agenten der waterwegen evenwel belasten met de in artikel 5 bedoelde bijzondere opdrachten voor een of meerdere kunstwerken in de omgeving van hun woning.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 13. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 26 april 1968 inzake verlening van het genot van vrije inwoning wat het Bestuur der Waterwegen, Dienst van de Borinage, betreft;

2° het koninklijk besluit van 10 mei 1971 tot vaststelling, wat de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen betreft, van de betrekkingen en de arbeidsplaatsen waaraan vrij genot van woning verbonden is, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 september 1973, 17 december 1975, 17 maart 1977, 1 december 1977, 19 oktober 1979, 27 februari 1980 en 18 juni 1981.

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Art. 15. Onze Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 6 mei 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbare Werken,

L. OLIVIER

De Minister van Begroting,

Ph. MAYSTADT

N. 85 — 1197

6 JUNI 1985. — Ministerieel besluit houdende de regeling van de bewaking van sommige kunstwerken van de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen

De Minister van Openbare Werken,

Gelet op het koninklijk besluit van 26 maart 1965 houdende de algemene regeling van de vergoedingen en toelagen van alle aard, toegekend aan het personeel der ministeries, inzonderheid op de artikelen 4, 5 en 7;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, inzonderheid op de artikelen 3 en 4;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 mei 1985 tot vaststelling wat de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen bij het Ministerie van Openbare Werken betreft, van de betrekkingen en de arbeidsplaatsen waaraan vrij genot van woning verbonden is;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 maart 1985;

Gelet op het akkoord van de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 1 maart 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est indispensable d'établir sans délai une réglementation pour le gardiennage des ouvrages d'art relevant des services extérieurs de l'Administration des Voies hydrauliques et, par conséquent, de prévoir l'octroi d'une allocation aux agents préposés à certaines missions de gardiennage les dimanches et les jours fériés légaux, afin d'assurer la continuité du service;

Sur la proposition du Secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre :

a) par « agents des voies navigables », les agents qui exercent la fonction :

- d'agent des voies navigables
- de premier agent des voies navigables
- d'agent en chef des voies navigables
- de chef éclusier

b) par « ouvriers des voies navigables », les agents qui exercent la fonction :

- d'ouvrier qualifié A des voies navigables
- d'ouvrier qualifié B des voies navigables
- d'ouvrier qualifié C des voies navigables

Art. 2. Tous les agents mentionnés à l'article 1er qui, par application de l'arrêté royal du 6 mai 1985 déterminant, en ce qui concerne l'Administration des Voies hydrauliques, Services extérieurs, du Ministère des Travaux publics, les emplois et les lieux de travail auxquels est attachée la gratuité du logement, bénéficient du logement gratuit ou de l'allocation qui en tient lieu en cas de privation de la jouissance gratuite d'un logement, et qui sont attachés à un même ouvrage d'art ou un même groupe d'ouvrages d'art, doivent, en contrepartie, accomplir à tour de rôle aux ouvrages qui leur sont confiés, et ce, en dehors des heures normales de service, les tâches suivantes, brièvement résumées sous l'appellation « gardiennage passif » :

a) Surveillance sporadique des ouvrages d'art. A cet effet, des rondes de service seront faites régulièrement sur l'ensemble des ouvrages à surveiller. Avec le plus grand soin, l'agent qui en assurera la surveillance fixera lui-même le nombre de ces rondes et en déterminera le moment, en tenant compte, d'une part, de la nature et de l'état des ouvrages d'art et de la voie navigable et, de l'autre, des conditions atmosphériques;

b) Contrôle du niveau des eaux au cours des rondes de service (sans intervention);

c) En cas de menace d'inondation : information du garde de la section ou du chef de district, ainsi que du public;

d) En dehors des rondes de service, disponibilité constante à l'égard du service soit à domicile ou, moyennant l'approbation préalable du chef de district responsable, à un autre endroit;

e) Réponse aux appels téléphoniques;

f) Exécution des travaux de bureau inhérents au tour de garde, à savoir l'enregistrement des hauteurs d'eau et des communications téléphoniques, et l'établissement des rapports relatifs aux dégâts causés à l'ouvrage d'art et à ses dépendances, ainsi que concernant les infractions aux règlements de navigation.

Art. 3. Pour toutes les autres interventions « effectives », visant notamment à adapter le niveau des eaux, à accroître la sécurité, ou à préserver l'ouvrage d'art et la voie navigable, la réglementation générale en ce qui concerne les rétributions relatives aux prestations irrégulières et à titre exceptionnel reste applicable.

Pour l'application de l'alinéa 1er a notamment, valeur d'intervention « effective » la durée complète de l'adaptation du niveau des eaux.

Art. 4. § 1er. Au cours de chaque trimestre, le « gardiennage passif » dont il est question à l'article 2 n'est assuré par une même personne que pendant un nombre limité de dimanches et de jours fériés.

§ 2. Ce nombre limité est fixé comme suit :

$$\frac{A - \frac{B}{3}}{3} \times \frac{C - D}{C}$$

où :

- A = nombre de dimanches et de jours fériés inclus dans le trimestre;
- B = nombre de jours de maladie de l'intéressé coïncidant avec les dimanches et les jours fériés légaux de ce trimestre;
- C = nombre de journées de travail à accomplir (semaine de six jours) au cours de ce même trimestre;
- D = nombre de jours de vacances, maladie, repos compensatoire et autres congés assimilés à l'activité de service, pris par l'intéressé sur des jours de travail, au cours du même trimestre.

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het nodig is zonder verwijl te voorzien in een regeling van de bewaking van de kunstwerken van de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen en bijgevolg te voorzien in het toekennen van een toelage aan de personeelsleden belast met sommige bewakingsopdrachten op zon- en wettelijke feestdagen, ten einde de continuïteit van de dienst te verzekeren;

Op de voordracht van de Secretaris-generaal,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit worden verstaan :

a) onder « agenten der waterwegen » de personeelsleden die het ambt uitoefenen van :

- agent der waterwegen
- eerste agent der waterwegen
- hoofdagent der waterwegen
- hoofdluiswachter

b) onder « werklieden der waterwegen » de personeelsleden die het ambt uitoefenen van :

- geschoold werkmán A der waterwegen
- geschoold werkmán B der waterwegen
- geschoold werkmán C der waterwegen

Art. 2. Alle in artikel 1 vermelde personeelsleden die bij toepassing van het koninklijk besluit van 6 mei 1985 tot vaststelling van de buitendiensten van het Bestuur der Waterwegen bij het Ministerie van Openbare Werken betreft, van de betrekkingen en de arbeidsplaatsen waaraan vrij genot van woning verbonden is, kosteloze huisvesting of de vervangende toelage voor derving van het vrij genot van woning genieten, verbonden aan eenzelfde kunstwerk of eenzelfde groep van kunstwerken, dienen bij beurt, als tegenprestatie, aan de hen toevertrouwde kunstwerken, buiten de gewone bedieningsuren, de volgende taken uit te voeren, kortweg « passieve bewaking » genoemd :

a) Sporadisch toezicht op de kunstwerken. Hiervoor dienen geregelde dienstronden te worden uitgevoerd op het geheel van de te bewaken kunstwerken. Het bewakend personeelslid bepaalt zelf, met ernstige zorgzaamheid, het aantal en het tijdstip van de rondes, rekening houdend enerzijds met de aard en de toestand van de kunstwerken en de waterweg en anderzijds met de weersomstandigheden;

b) Controle van het waterpeil tijdens de dienstronden (zonder tussenkomst);

c) Bij overstromingsgevaar : verwithgen van de wachter van de sectie of de districtchef en van het publiek;

d) Buiten de dienstronden, ter beschikking blijven van de dienst, thuis of, na goedkeuring door de verantwoordelijke districtchef, op een andere plaats;

e) Beantwoorden van de telefoonoproepen;

f) Verrichten van kantoorwerk voortvloeiend uit de wachtbeurt, namelijk registreren van de waterpeilen en de telefoongesprekken en het opmaken van de verslagen betreffende veroorzaakte schade aan het kunstwerk en de aanhorigheden ervan, alsmede betreffende de inbreuken op de scheepvaartreglementen.

Art. 3. Voor alle andere « effectieve » tussenkomsten, inzonderheid tot aanpassing van het waterpeil, tot verbetering van de veiligheid en tot de instandhouding van het kunstwerk en de waterwegen, blijft de algemene regeling inzake de vergoedingen voor onregelmatige en buitengewone prestaties van toepassing.

Voor de toepassing van het eerste lid geldt ondermeer als « effectieve » tussenkomst de volledige duur van de aanpassing van het waterpeil.

Art. 4. § 1. De in artikel 2 vermelde « passieve bewaking » dient per trimester slechts tijdens een beperkt aantal zon- en feestdagen door eenzelfde persoon te worden verricht.

§ 2. Dit beperkt aantal wordt vastgesteld als volgt :

$$\frac{A - \frac{B}{3}}{3} \times \frac{C - D}{C}$$

waarin :

- A = aantal zon- en feestdagen van het trimester;
- B = aantal ziektedagen van de betrokkene op zon- of wettelijke feestdagen van dat trimester;
- C = aantal te presteren werkdagen (zesdagenweek) in dat trimester;
- D = aantal dagen vakantie, ziekte, compensatieverlof en ander met dienstactiviteit gelijkgesteld verlof dat door de betrokkene in dat trimester op werkdagen werd genomen.

§ 3. Dans le calcul indiqué au § 2, les périodes durant lesquelles le titulaire se trouve en non-activité ou en congé sans traitement sont totalement négligées.

Art. 5. Les fractions du résultat obtenu par la formule fixée à l'article 4, § 2, sont arrondies à l'unité supérieure lorsqu'elles atteignent ou excèdent 50 centièmes. Les fractions moindres sont négligées.

Art. 6. Si, en appliquant l'article 4, le nombre d'agents bénéficiant du logement gratuit ou de l'allocation en tenant lieu qui est affecté à un ouvrage d'art ou un groupe d'ouvrages d'art est insuffisant pour pouvoir organiser les dimanches et les jours fériés légaux, le gardiennage passif à tour de rôle dont il est question à l'article 2, il est fait appel, pour les dimanches et les jours fériés légaux excédentaires, à un autre agent, dans l'ordre indiqué ci-dessous :

1. d'abord, un agent appartenant à la famille des « agents des voies navigables » et affecté aux ouvrages d'art concernés sans bénéficier du logement gratuit ou de l'allocation en tenant lieu;

2. sinon, un agent appartenant à la famille des « agents des voies navigables » et chargé de la fonction d'entretien pour une partie de la voie navigable jouxtant un des ouvrages d'art concernés, sans bénéficier du logement gratuit ou de l'allocation en tenant lieu;

3. sinon, un agent appartenant à la famille des « ouvriers des voies navigables » sans bénéficier du logement gratuit ou de l'allocation en tenant lieu;

4. sinon, un agent appartenant à la famille des « agents des voies navigables » ou des « ouvriers des voies navigables » et bénéficiant du logement gratuit ou de l'allocation en tenant lieu.

Art. 7. La mission supplétive de gardiennage passif d'ouvrages d'art les dimanches et les jours fériés légaux, prévue à l'article 6, des « agents des voies navigables » et des « ouvriers des voies navigables » est assimilée à 8 heures de prestations ordinaires.

Toutefois, ces prestations échappent à l'application des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 décembre 1966 réglant l'octroi d'une allocation pour prestations irrégulières au personnel du Ministère des Travaux publics.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1985.

Bruxelles, le 6 juin 1985.

L. OLIVIER

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 85 — 1198

21 MAI 1985. — Arrêté ministériel fixant, pour l'année 1985, les cotisations que peuvent réclamer les caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants à leur affiliés à titre de participation dans leurs frais de gestion

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, modifié par les lois des 21 décembre 1970, 12 juillet 1972 et 6 février 1976 et par l'arrêté royal du 13 janvier 1976, notamment l'article 20,

Arrête :

Article unique. La participation des affiliés dans les frais de gestion des caisses d'assurances sociales pour travailleurs indépendants, visée à l'article 20, § 4, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants est, pour l'année 1985, fixée pour chaque caisse d'assurances sociales respectivement au pourcentage suivant des cotisations de sécurité sociale :

Caisse nationale d'Assurances sociales des Indépendants de la Construction, du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et des Professions libérales, en abrégé : « Les Assurances sociales de la Construction » : 3,95 p.c.;

« Sociaal Verzekeringsfonds V.E.V. voor Zelfstandigen » : 3,80 p.c.;

Caisse nationale interprofessionnelle d'Assurances sociales pour Travailleurs indépendants, en abrégé : « C.N.A.S.T.I. » : 3,35 p.c.;

Caisse d'Assurances sociales de l'Alliance agricole belge et du Boerenbond belge : 3,35 p.c.;

§ 3. Bij de berekening vermeld in § 2 worden de periodes waarin de titularis zich niet in dienstactiviteit of met verlof zonder wedde bevindt, volledig buiten beschouwing gelaten.

Art. 5. De gedeelten van het resultaat van de in artikel 4, § 2, vastgestelde formule worden afgerond naar de hogere eenheid indien zij 50 honderdsten of meer bedragen. Gedeelten van minder dan 50 honderdsten worden verwaarloosd.

Art. 6. Indien er bij toepassing van artikel 4 aan een kunstwerk of een groep van kunstwerken niet voldoende personeelsleden met kosteloze huisvesting of de vervangende toelage geaffecteerd zijn om de in artikel 2 vermelde passieve bewaking bij beurtrol op zonen wettelijke feestdagen te organiseren wordt voor de overblijvende zon- of wettelijke feestdagen in de hierna vermelde volgorde beroep gedaan op een ander personeelslid :

1. eerst, een personeelslid van de groep van de « agenten der waterwegen », geaffecteerd op de betrokken kunstwerken zonder de kosteloze huisvesting of het genot van de vervangende toelage;

2. zoniet, een personeelslid van de groep van de « agenten der waterwegen » dat met de functie van onderhoud op een deel van de waterwegen palend aan een van de betrokken kunstwerken belast is, zonder kosteloze huisvesting of het genot van de vervangende toelage;

3. zoniet, een personeelslid van de groep van de « werklieden der waterwegen » zonder de kosteloze huisvesting of de vervangende toelage;

4. zoniet, een personeelslid van de groep van de « agenten der waterwegen » of van de « werklieden der waterwegen » met kosteloze huisvesting of de vervangende toelage.

Art. 7. De in artikel 6 bepaalde vervangende passieve bewakingsopdracht van kunstwerken op zon- en wettelijke feestdagen van de « agenten der waterwegen » en de « werklieden der waterwegen » wordt gelijkgesteld met 8 uren gewone prestaties.

Op die prestaties zijn evenwel de bepalingen van het ministerieel besluit van 20 december 1966 houdende toekenning van een toelage voor onregelmatige prestaties aan het personeel van het Ministerie van Openbare Werken niet van toepassing.

Art. 8. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Brussel, 6 juni 1985.

L. OLIVIER

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 85 — 1198

21 MEI 1985. — Ministerieel besluit tot vaststelling, voor het jaar 1985, van de bijdragen die de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen aan hun aangeslotenen mogen opvorderen als deelname in hun werkingskosten

De Staatssecretaris voor Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, gewijzigd door de wetten van 21 december 1970, 12 juli 1972 en 6 februari 1976 en door het koninklijk besluit van 13 januari 1976, inzonderheid op artikel 20,

Besluit :

Enig artikel. De bijdrage van de aangeslotenen in de werkingskosten van de sociale verzekeringsfondsen voor zelfstandigen, bedoeld in artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen, wordt voor het jaar 1985 voor de respectieve sociale verzekeringsfondsen vastgesteld op volgend percentage van de sociale zekerheidsbijdragen :

Nationale Sociale Verzekeringkas voor de Zelfstandigen uit het Bouwbedrijf, de Handel, de Nijverheid, het Ambachtswezen en de Vrije Beroepen, afgekort : « De Sociale Verzekeringen van het Bouwbedrijf » : 3,95 pct.;

Sociaal Verzekeringsfonds V.E.V. voor Zelfstandigen : 3,80 pct.;

Nationale Sociale Verzekeringkas voor Middenstand en Beroepen, afgekort : « S.V.M.B. » : 3,35 pct.

Sociale Verzekeringsfonds Zelfstandigen van de Belgische Boerenbond : 3,35 pct.;